



Manifeste AGRI

**Se mobiliser collectivement pour une transition
qui fixe des objectifs clairs en matière de
résilience climatique, de décarbonation,
d'environnement et de souveraineté**

Avant-Propos

La **communauté Agri2050** a été lancée en novembre 2025 par les associations du Shift Project et des Shifters suite aux travaux sur l'agriculture du Shift Project (Rapports et Grande Consultation des Agriculteurs), publiés fin 2024. Ce réseau, revendiqué comme **asyndical et artisanal**, uniquement ouvert pour le moment aux agricultrices et agriculteurs, cherche à :

- Créer un **trait d'union entre ambition et pragmatisme**, en rassemblant des agricultrices et agriculteurs engagés à différents degrés dans la transition agricole
- **Influencer le débat public** sur les enjeux agricoles en mettant en évidence les points de convergence d'agricultrices et agriculteurs de différents profils pour **dépasser les clivages et le statu quo**
- **Fédérer** et inviter à l'action les **acteurs agricoles locaux** autour des **enjeux de transition**

Début septembre 2026, cette communauté compte **plus de 500 membres, de profils, trajectoires et systèmes de production variés**.

Nous proposons ici le premier manifeste d'Agri2050.

Le manifeste a été soumis à la communauté pour mesurer son niveau d'adéquation, à la fois dans son ensemble, et section par section.

■ Notre démarche : ne pas subir, se préparer

Nous, agricultrices et agriculteurs, sommes inquiets pour la viabilité de nos fermes. Nous souhaitons avant toute chose **ne pas subir, mais limiter et anticiper les conséquences du dérèglement climatique** à notre échelle, tout en participant activement à adapter nos exploitations et nos territoires.

Notre démarche est apaisante et asyndicale. Elle ne vise ni à promouvoir un modèle agricole unique, à juger ce à quoi doit ressembler une ferme en 2050, ni à opposer les différentes formes d'agriculture. La diversité des productions, des territoires et des systèmes est une richesse. Toutes les fermes - des micro fermes maraîchères jusqu'aux grandes exploitations céréalières - peuvent avoir leur place dès lors qu'elles contribuent à un objectif commun de résilience à long terme.

Nous sommes déjà engagés ou prêts à nous engager vers une transition agricole bas carbone, résiliente et prospère à travers des actions individuelles ou collectives. Les plus déterminés d'entre nous agissent souvent par conviction forte alors même que le système en place ne favorise pas leurs actions.

Si les fermes disparaissent, deviennent impossibles à transmettre ou perdent toute capacité à peser dans les décisions, la décarbonation elle-même devient secondaire ou impossible. Dans cette perspective, le carbone ne devrait pas constituer le centre exclusif du récit, mais une composante d'une transition beaucoup plus large.

Nous appelons à l'élaboration d'une stratégie agricole française de long terme, construite avec les agricultrices et agriculteurs, fixant des objectifs clairs en matière de résilience climatique, de décarbonation, d'environnement et de souveraineté.

Dans la mesure où les termes de la transition agricole sont souvent appropriés différemment par les communautés qui les manipulent, nous mobilisons un lexique (en fin de manifeste) pour clarifier notre positionnement.

■ Créer un cadre économique favorable à la transition

Les solutions pour améliorer la résilience des exploitations sont largement connues : diversification et allongement des rotations, autonomie fourragère, réduction de la consommation et dépendance aux intrants, etc. Pourtant, **de nombreuses agricultrices et agriculteurs, malgré leur volonté de changer, se heurtent à des contraintes économiques mal alignées avec ces objectifs.**

Changer de pratiques implique souvent des coûts immédiats et des bénéfices différés. Il faut parfois investir dans du matériel, modifier son organisation du travail, accepter une phase d'apprentissage, prendre le risque d'une baisse temporaire de rendement ou sécuriser de nouveaux débouchés. Dans un contexte de volatilité des prix, d'endettement élevé et de marges faibles, beaucoup de fermes ne peuvent pas absorber seules ces coûts et ces incertitudes.

Il n'est pas juste que les agricultrices et agriculteurs portent seuls le poids d'une transition dont les bénéfices dépassent largement l'échelle de leur exploitation.

Ce partage doit engager l'ensemble de la chaîne agricole et alimentaire. Les pouvoirs publics doivent **sécuriser les trajectoires de transition**. Les filières, les coopératives, les transformateurs et les distributeurs doivent **contribuer à rémunérer les pratiques mises en œuvre, contractualiser sur plusieurs années et soutenir les changements qui renforcent la résilience des fermes, sans oublier celles et ceux qui ont déjà fait une partie du chemin**. Les agricultrices et agriculteurs ne peuvent pas être incités à transformer leurs systèmes tout en restant exposés seuls aux aléas économiques, climatiques et commerciaux.

Nous demandons donc la mise en place d'un cadre de financement massif, lisible et pérenne, capable de combiner aides à l'investissement, accompagnement des périodes de transition, partage du risque, contrats pluriannuels et rémunération des pratiques favorables à la résilience et à la transition agroécologique.

■ Accompagner et former les agricultrices et agriculteurs aux pratiques agroécologiques

La transition agroécologique est une évidence. Les pratiques associées y sont en globalité moins gourmandes en intrants et favorisent des sols en meilleure santé et des systèmes agricoles plus résistants aux effets du changement climatique. Par construction, ces itinéraires impactent positivement les enjeux systémiques de biodiversité, de santé et d'environnement au sens large.

Les solutions de transition ne peuvent pas être pensées de manière uniforme : elles doivent être adaptées aux productions, aux sols, au climat, aux filières et aux contraintes propres à chaque territoire. Pour cela, il est indispensable de partir du terrain, en allant observer les agricultrices et agriculteurs qui ont déjà réussi à faire évoluer leurs pratiques dans des conditions réelles de travail. La recherche, le conseil, les filières, les coopératives, les chambres d'agriculture et les pouvoirs publics doivent davantage s'appuyer sur ces expériences situées pour comprendre ce qui fonctionne, dans quelles conditions, et comment le diffuser. En retour, les agricultrices et agriculteurs engagés dans ces démarches doivent pouvoir être mieux identifiés, reconnus et mis en réseau.

Si les pratiques agroécologiques sont connues, déjà expérimentées par des agricultrices et agriculteurs, et largement à massifier, leur mise en œuvre est un parcours long et sinueux. **La transition agroécologique vient bouleverser les pratiques préexistantes sur les fermes, et nécessite donc des connaissances et des compétences additionnelles.** Les pionniers, déjà nombreux, ont investi beaucoup de temps et d'énergie à se former par eux-mêmes et s'informer, à tester, échouer et recommencer.

Or, les enjeux de transition et de résilience et les pratiques qui y sont associées sont globalement peu enseignées en formations initiales et continues. Elles sont insuffisamment maîtrisées par les acteurs techniques accompagnant les agricultrices et agriculteurs. **Le cadre doit évoluer pour permettre la recherche et la transmission de ces nouvelles connaissances aux agricultrices et agriculteurs.**

L'ensemble des filières doit être soutenu de manière homogène. Certaines orientations technico-économiques (polyculture-élevage, légumineuses, maraîchage sur petite surface...) n'ont pas reçu la même attention que d'autres filières plus capitalistiques et ne sont ainsi pas outillées et accompagnées de la même façon.

Ce manque de compétences collectives et d'accompagnement ciblés découle d'une absence de vision stratégique à moyen-long terme de ce à quoi doit ressembler une agriculture française souveraine et résiliente. Ainsi, **il importe d'inscrire cet effort mis sur la mise à disposition d'expertise dans une vision ambitieuse et pérenne pour le secteur.**

■ Redonner à la science et à la raison leur place dans les débats et les décisions

Les débats agricoles, environnementaux et sanitaires doivent s'appuyer sur la rationalité et la science, pour sortir des controverses idéologiques et poser des bases communes. L'ensemble du monde agricole, des acteurs publics et privés doit s'approprier davantage les éléments de toutes les disciplines scientifiques concernées pour comprendre les défis à relever à moyen et long termes et justifier une nécessaire évolution des systèmes agricoles.

■ Rééquilibrer le rapport de force dans la chaîne de valeur

Aujourd'hui, **les agricultrices et agriculteurs sont le maillon le plus faible dans la chaîne de valeur face à des acteurs de plus en plus puissants et concentrés.** La formation des prix est déséquilibrée, avec un poids prépondérant de l'acheteur dans un contexte dominé par les centrales d'achat et les cours internationaux.

L'amont agricole, avec ses industriels (semenciers, agro-équipementiers, firmes phytosanitaires, producteurs d'engrais, etc.) **et ses distributeurs et collecteurs** (coopératives, négoce, etc.) **fournissent des moyens nécessaires au fonctionnement des fermes françaises.** Si l'innovation est un élément essentiel de progression d'une filière, et qu'elle doit donc être soutenue, l'offre doit rester en adéquation avec les besoins réels des agricultrices et agriculteurs.

Nous constatons que le prix des fournitures augmente très souvent plus fortement que le prix de vente de nos productions, sans pour autant diminuer lorsque les cours sont à la baisse. Ces augmentations ne nous semblent pas toujours justifiées, encore moins lorsqu'elles sont corrélées à des aides et subventions octroyées à l'origine aux agricultrices et agriculteurs pour pouvoir s'équiper en matériel spécifique à la transition agricole ou s'approvisionner en intrants lorsque la conjoncture leur est particulièrement défavorable. **Nous dénonçons ces effets d'aubaine qui accentuent l'effet ciseaux et nuisent à la pérennité de l'ensemble du secteur agricole** et rappelons que ces dispositifs financiers sont aussi là pour soutenir les relations commerciales que nous, agricultrices et agriculteurs, entretenons avec les acteurs de l'amont.

Par leur proximité avec le terrain et leurs relations de longue date avec les agricultrices et agriculteurs, les acteurs de l'amont pourraient accompagner un

changement fort du modèle agricole (développement de solutions orientées vers la transition, alignement des prix et meilleur partage de la valeur ajoutée).

Les industriels et transformateurs de l'aval ont un modèle extrêmement optimisé, basé sur des flux tendus et sur un fonctionnement à saturation des appareils productifs, qui a pour effet de contraindre fortement les agricultrices et agriculteurs. Pourtant, par leur ancrage local et leur connaissance des filières, ces acteurs pourraient participer à des transformations profondes (développement et soutien de nouvelles filières, favorisation de l'investissement, sécurisation des débouchés, co-construction de projets de territoires, etc.).

La grande distribution, acteur incontournable mais contesté, impose un modèle basé sur les prix bas, qui pèse sur toute la chaîne. Pourtant, par son organisation et sa clientèle massive, **elle pourrait avoir un impact spectaculaire** sur la transition (soutien aux pratiques responsables, référencement de produits de qualité, etc.).

Tous les maillons de la chaîne ont une responsabilité dans la transition. Mais force est de constater que **certains acteurs ont bien plus de marge de manœuvre que nous.**

Il devient absolument nécessaire de rééquilibrer un rapport de force qui nous est profondément défavorable.

Cependant, nous comprenons que, comme nous, ces acteurs économiques ne peuvent s'imposer chacun des règles ambitieuses unilatéralement, au risque de perdre des parts de marché dans le cadre économique actuel.

Nous demandons des règles du jeu ambitieuses et communes à tous les acteurs (transparence accrue sur la répartition de la valeur sur la chaîne agri-alimentaire et sur les prix d'achats aux agricultrices et agriculteurs, règles valorisant les produits sains, locaux et résultats de pratiques responsables). Nous demandons aussi **des sanctions fortes pour celles et ceux qui ne respectent pas les règles du jeu** (notamment celles et ceux qui n'appliquent pas les lois Egalim). Des règles qui permettent de mettre fin au diktat de la recherche des prix les plus bas quoi qu'il en coûte.

Reconnaître la contradiction entre compétitivité à court terme et souveraineté à long terme

Le débat sur la transition agricole oscille entre deux logiques contradictoires :

- D'un côté, des exigences environnementales, sanitaires et climatiques toujours plus ambitieuses
- De l'autre, une recherche constante de compétitivité pour gagner des parts de marché face à des systèmes agricoles moins regardants sur les normes sociales et environnementales

Il est grand temps de reconnaître pleinement l'incompatibilité entre ces deux visions.

La notion de souveraineté fait aujourd'hui un retour en force dans le débat public, et elle nous parle à nous aussi. Cependant, elle est pour nous trop souvent confondue avec la notion de compétitivité de court terme. Or, pour nous, **une France souveraine doit être capable de nourrir sa population en respectant les contraintes et limites environnementales et en limitant nos dépendances sur le temps long.**

En effet, augmenter notre ambition agro-écologique, c'est accepter de réduire notre dépendance et notre utilisation d'intrants fossiles (engrais et produits phytosanitaires notamment) et renoncer au culte d'un rendement maximisé, au bénéfice de la résilience de nos fermes sur un temps plus long.

■ **Rechercher la compétitivité à une échelle mondialisée n'a plus aucun sens pour l'agriculture française**

La recherche de performance économique reste évidemment nécessaire : nos fermes doivent rester rentables et produire des denrées accessibles aux consommateurs. **Mais prétendre que l'agriculture française peut rivaliser aujourd'hui avec des pays moins exigeants est un leurre.** Entretenir cette illusion empêche de repenser le système et conduit à renoncer automatiquement à toute mesure qui nuirait à cette compétitivité.

Nous, agricultrices et agriculteurs français, ne voulons pas rivaliser ni que notre production soit comparée avec des produits importés à bas coût, le plus souvent issus de systèmes soumis à moins de contraintes réglementaires et moins disants sur le plan social et environnemental.

Nous n'avons pas la même offre et nous refusons de renoncer aux normes sociales et environnementales françaises au nom de la compétitivité. Il est urgent de limiter autant que possible les initiatives de libre-échange qui impliquent l'importation de ces produits, et d'appliquer rigoureusement toutes les mesures de protection disponibles du marché alimentaire français.

La France ne décide pas seule du cadre agricole dans lequel évoluent ses agricultrices et agriculteurs : une partie importante des règles se construit à l'échelle européenne, avec Bruxelles et l'ensemble des États membres. Mais cela ne signifie pas qu'elle soit condamnée à subir. **La France peut au contraire être force de proposition, porter une ambition collective et contribuer à tirer l'Europe vers une agriculture plus exigeante, plus protectrice et mieux-disante à la condition que ce cadre protège les agriculteurs qui s'engagent dans cette voie.**

■ **Payer son agriculture et son alimentation : la France doit choisir ses priorités et les assumer.**

L'agriculture ne peut pas être la variable d'ajustement des logiques économiques, et le prix payé aux producteurs ne peut pas rester la partie compressible de la chaîne alimentaire. La transition agroécologique ne pourra pas se développer si les pratiques plus

résilientes ne trouvent pas de débouchés suffisamment rémunérateurs, et ce d'autant plus qu'elles participent à diminuer les nombreux coûts cachés de l'alimentation.

Aujourd'hui, la société consacre une part toujours plus faible de son budget à l'alimentation, et seulement 6 % du prix d'un produit en grande surface revient à l'agriculteur.

Les consommatrices et consommateurs ont évidemment un rôle à jouer, mais la réussite de cette transition ne peut pas reposer uniquement sur la responsabilité individuelle des actes d'achat. Les choix alimentaires dépendent aussi de l'offre disponible, des prix, de l'accessibilité des produits et des stratégies des acteurs économiques. L'impact de cet "environnement alimentaire" est déterminant.

Une alimentation locale, durable et de qualité ne doit pas être un marché de niche pour des consommateurs privilégiés. Elle doit pouvoir être accessible au plus grand nombre, sans fragiliser les ménages modestes ni réduire la rémunération des productrices et producteurs.

Nous demandons que les politiques alimentaires, les filières, la restauration collective et la distribution soutiennent très clairement les produits issus de pratiques agricoles résilientes, afin de rendre ces débouchés accessibles, visibles et correctement rémunérateurs pour les agricultrices et agriculteurs.

Mieux représenter les préoccupations environnementales des agricultrices et agriculteurs dans les instances de décision

Les agricultrices et agriculteurs se sentent mal représentés dans le débat public, peu considérés et insuffisamment écoutés, en particulier lorsqu'il s'agit des enjeux environnementaux et leurs conséquences économiques. L'immobilisme institutionnel et le manque de vision long terme nous inquiètent.

Si les syndicats hébergent des sensibilités diverses en interne et qu'il n'est pas possible de réduire tous les adhérents à la ligne officielle d'un syndicat, les enjeux de transition sont encore globalement beaucoup trop absents. Pourtant, l'intérêt de notre profession, représentée par ces structures, est de sécuriser notre avenir en regardant les contraintes physiques bien en face (climat, énergie, géopolitique...). Il ne faut plus bloquer mais au contraire faciliter la nécessaire transition de notre secteur et penser et réclamer les moyens adéquats. **Nous, agricultrices et agriculteurs, voulons des représentantes et représentants qui pensent nos métiers sur le long terme, de manière scientifiquement informée et non dogmatique.**

Les syndicats occupent une place centrale dans les instances qui gouvernent la politique agricole française, et notre démarche ne vise pas à se substituer aux organisations existantes. **Agri2050 porte une voix différente pour faire prendre conscience de la nécessité de se libérer des logiques historiques de pouvoir et d'opposition aux contraintes de court terme.** Nous pensons que la représentativité réelle des syndicats agricoles aux urnes, aujourd'hui assez faible au regard de la participation aux élections des chambres d'agriculture, pourrait certainement gagner à ce nouveau contrat agricole.

Un sentiment d'éloignement grandit entre certaines grandes coopératives et leurs adhérents. Nous avons parfois le sentiment d'avoir perdu une partie de notre capacité à orienter les décisions stratégiques. **Pourtant, les coopératives ont un rôle majeur à jouer dans le financement et l'accompagnement de la transition agricole. Le modèle économique des coopératives doit évoluer pour prendre en compte des considérations de long terme, et favoriser l'évolution des pratiques de leurs adhérents.** Ces sujets sont portés par de nombreuses agricultrices et agriculteurs, il est temps de leur laisser de la place dans les instances de décision. Ces débats de long terme doivent pouvoir exister pour faire émerger des propositions alternatives à ce qui est réalisé aujourd'hui.

Il est grand temps d'agir

Nous sommes fiers de notre métier et de notre engagement. Mais nous voulons vivre décemment de notre travail, retrouver une maîtrise stratégique dans la chaîne de valeur, et retrouver confiance en un avenir où l'on ne subit plus les aléas, mais où nous y sommes préparés.

De nombreuses actions sont déjà engagées sur le terrain en faveur de la transition agricole. Des agricultrices et agriculteurs agissent au niveau individuel ou collectif pour renforcer la souveraineté et la résilience à l'échelle des fermes (consolider leur modèle, retrouver de l'autonomie, expérimenter localement). Ces actions doivent être **accompagnées, soutenues et amplifiées** par une évolution significative du cadre politico-économique.

La France ne bâtit pas sa souveraineté agricole à coups de lois d'urgence successives. Notre résilience de demain se construit aujourd'hui. Il est grand temps d'agir.

Vous êtes agricultrice ou agriculteur (installé, en cours d'installation, en future installation, double actif, à la retraite) et êtes alignés avec ce manifeste ?

[Signez le manifeste Agri2050 en cliquant ici](#) (non anonyme)

Lexique Agri2050

Résilience

Capacité des fermes à se maintenir, à s'adapter et à se transformer dans un environnement fluctuant (chocs énergétiques, climatiques, géostratégiques, etc.). La résilience des fermes ne doit pas être pensée comme une forme d'agilité qui consisterait à tout faire pour ne pas changer et revenir à un état initial après un choc. La résilience doit nécessairement être réfléchie à long terme. Le rendement ne paraît pas l'indicateur le plus pertinent - ou tout du moins pas le seul - pour juger de la viabilité long terme d'une ferme. Certains parlent également de robustesse, les deux termes nous conviennent.

Souveraineté

Capacité à choisir nos chaînes de dépendances et nos niveaux de dépendance (aux intrants, à des filières technico-économiques, aux importations et exportations, etc.). La souveraineté doit se penser à long terme et n'est pas compatible avec une compétitivité de court terme.

Agro-écologie

Approche transdisciplinaire, participative et orientée vers l'action qui peut être vue à la fois comme une discipline scientifique, des pratiques alternatives et un mouvement social. Discipline scientifique parce qu'elle est une science de l'observation et des connaissances, et qu'elle cherche à appliquer les principes écologiques (régulations et processus biologiques, etc.) dans les systèmes agricoles. Pratiques de terrain parce que l'agroécologie consiste en une palette de pratiques alternatives (agroforesterie, cultures sous couverts, méteil, etc.) en opposition parfois forte avec les pratiques agricoles actuelles dominantes. Mouvement social parce que l'agroécologie cherche à porter un message politique fort sur la façon de produire notre alimentation et de construire notre système alimentaire dans son ensemble tout en respectant les limites physiques de notre environnement.

Sur les sujets que nous défendons, l'agro-écologie permet de réduire notre dépendance et notre utilisation d'intrants fossiles (engrais et produits phytosanitaires notamment). Elle renonce au culte d'un rendement maximisé, au bénéfice de la résilience de nos fermes sur un temps plus long.

Qui sommes-nous ?

Agri2050 est une communauté apaisane et asyndicale composée exclusivement d'agricultrices et d'agriculteurs. Elle vise à :

- créer un trait d'union entre ambition et pragmatisme, en rassemblant des agricultrices et agriculteurs engagés à différents degrés dans la transition agricole
- influencer le débat public sur les enjeux agricoles en dépassant les clivages et
- fédérer les acteurs agricoles locaux autour des enjeux de transition.

Le comité de pilotage d'Agri2050 est composé d'agricultrices et d'agriculteurs, et de membres de l'équipe Agriculture-Alimentation de The Shift Project

Pour rejoindre le réseau en tant qu'agricultrice ou agriculteur : <https://theshiftproject.org/publications/agri2050/>

Pour nous contacter par mail : consultation-agriculture@theshifters.org

La communauté est soutenue par les associations [The Shift Project](#) et [Les Shifters](#)

